



MA VISION POUR LE CANADA:

Les grands discours d'Andrew Scheer

UN GOUVERNEMENT LIMITÉ, UN POTENTIEL ILLIMITÉ





Le Canada devrait être un pays où aucune ambition n'est trop grande et aucun rêve inatteignable.

Nous devrions être un vecteur de paix et de liberté sur la scène internationale, un protecteur discipliné et compatissant de finances publiques ici au pays, une terre d'accueil pour tous ceux persécutés et affligés dans le monde, un fier champion des technologies vertes et un modèle de transparence et de responsabilité à tous les niveaux de gouvernement.

Je souhaite être le prochain premier ministre du Canada.

Voici Ma vision pour le Canada.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Andrew Scheer'.

ANDREW SCHEER
Chef des conservateurs du Canada

C'est un plaisir d'être de retour devant l'Economic Club, et à Toronto, le cœur du secteur financier du Canada.

Je tiens à vous remercier, James, pour cette aimable introduction et à dire que je suis toujours content d'avoir la chance de visiter Toronto.

Je suis frappé par le dynamisme et la vitalité de la ville depuis que j'ai commencé à passer mes étés avec mes grands-parents à Mississauga quand j'étais enfant. Toronto déborde de créativité et d'ingéniosité. C'est un endroit plein de possibilités pour les gens du monde entier qui recherchent une vie meilleure.

Peter Munk, un leader du monde des affaires, philanthrope et citoyen de cette ville, que nous avons malheureusement perdu l'année dernière, savait cela mieux que personne. Il est arrivé ici à Toronto quand il était un jeune homme en 1948, fuyant l'Holocauste avec pratiquement rien dans les poches et une compréhension limitée de l'anglais.

En quelques années seulement, il a bâti l'une des sociétés minières les plus prospères du monde, il a fait de nombreuses contributions philanthropiques à la ville et, point le plus important, il a employé des milliers et des milliers de Canadiens et de Canadiennes.

M. Munk était humble au sujet de sa réussite. Il comprenait le rôle et l'impact de la providence. Il avait fui le mal et la ruine économique pour dans cette ville et ce pays, où la promesse d'une vie prospère a toujours été bien présente tout au long de notre histoire.

Comme il l'a dit : « C'est un pays qui ne vous demande pas vos origines, mais qui s'intéresse à votre destinée. »

Sa réussite peut être extraordinaire, mais son histoire est courante. La promesse du potentiel rend le Canada unique et spécial.

Cependant, nous ne devons jamais tenir ça pour acquis. Nous ne devons pas supposer que c'est le juste ordre des choses. Pour protéger et renforcer les conditions des futurs Peter Munk, nous devons faire les bons choix. Il faut une économie forte et dynamique qui offre du travail et des possibilités à tous les Canadiens et Canadiennes.

Je parlerai aujourd'hui de l'économie canadienne : des vents rassembleurs qui soufflent et du chemin que nous devons tracer pour supporter un ralentissement inévitable.

Pour moi, et pour les conservateurs du Canada, les emplois, l'économie et une vie plus abordable pour les familles sont liés. Ensemble, ils forment notre priorité.

AMÉLIORER LE QUOTIDIEN, PAS SEULEMENT S'EN SORTIR

Justin Trudeau aime dire que ça n'a jamais été aussi bien, mais ce n'est pas ce que j'entends quand je parle aux Canadiens et aux Canadiennes.

Il se vante des chiffres sur l'emploi, du ratio dette-PIB et des statistiques commerciales. Le genre de chiffres qui montent et qui descendent sans arrêt.

Les chiffres racontent une toute autre histoire.

Deux tiers des Canadiens ne peuvent pas payer leurs factures ou n'ont plus rien à la fin du mois une fois leurs factures payées.

Deux tiers.

Près de la moitié des ménages disent être à 200 \$ près de l'insolvabilité à la fin du mois.

L'essence, l'épicerie, le chauffage résidentiel, l'immobilier, la dette : tout coûte de plus en plus cher, mais les salaires ne suivent pas. Après dix années de croissance stable des salaires sous le gouvernement conservateur précédent, dont une augmentation moyenne de 12 % pour les femmes,

les salaires stagnent partout au Canada depuis l'élection de Trudeau en 2015.

Près de 50 % des Canadiens disent être submergés par leurs dettes. Ils n'épargnent plus pour leur retraite et ils tentent simplement de garder la tête hors de l'eau.

Les indicateurs économiques peuvent dire une chose, mais les indicateurs humains disent quelque chose de complètement différent. Les gens s'en sortent à peine. Ils n'améliorent certainement pas leur quotidien.

Je vous pose la question : quels sont les bienfaits d'une soi-disant économie forte si les gens qui travaillent dur n'en bénéficient pas ? Le Canada doit être un endroit où aucune ambition n'est trop grande, où aucun rêve n'est inaccessible et où aucun gouvernement n'empêche les gens qui travaillent fort d'améliorer leur quotidien.

Je parlerai de ma vision positive pour l'économie canadienne, et de la façon dont, comme premier ministre, j'assurerai que le gouvernement vit selon ses moyens, laisse plus d'argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes et les laisse améliorer leur quotidien.

Tout d'abord, nous devons parler du problème.

La triste réalité est que le Canada, sous Trudeau, échoue sur des points importants.

Le Canada de Trudeau est un pays qui, malgré notre incroyable potentiel, malgré la brillance de notre main-d'œuvre, et malgré nos richesses naturelles, traîne de l'arrière alors que les nuages de la tempête économique ne font que s'assombrir.

Le protectionnisme menace le libre-échange.

Nos ressources naturelles sont bloquées dans le sol et aux frontières.

D'autres pays nous battent pour attirer des investissements. Et la dette des consommateurs et les préoccupations sur l'abordabilité s'aggravent.

Il est pratiquement impossible de faire quoi que ce soit.

Les Canadiennes et les Canadiens ont de moins en moins d'argent. Plus de 80 % des familles à revenu moyen paient 800 \$ de plus en impôts chaque année depuis que Trudeau est au pouvoir.

Il augmente les impôts des propriétaires de petites entreprises et il élimine les crédits d'impôt qui rendent des choses comme les cours de danse et les laissez-passer pour le transport en commun plus abordables.

Quand les conservateurs l'ont arrêté alors qu'il tentait d'augmenter encore plus les taxes et les impôts, il a trouvé d'autres façons de le faire.

Les 800 \$ par famille n'étaient pas suffisants. Il en voulait plus. Il a tenté d'imposer les prestations de santé et dentaires des travailleurs. Il a même tenté d'imposer les rabais aux employés. Il a tenté d'abolir le Crédit d'impôt pour les diabétiques et d'augmenter l'imposition des investissements des petites entreprises de 73 %.

Heureusement, nous avons pu l'en empêcher.

Ne nous mentons pas. S'il est réélu, il continuera. Il n'aura plus besoin du vote des gens, mais il voudra toujours leur argent.

Alors la question que les Canadiens et les Canadiennes doivent se poser est la suivante : si nous traversons une tempête économique,

voulons-nous vraiment que Trudeau soit le capitaine du navire ?

Je dirais : jamais de la vie.

LA FORTUNE DONT A HÉRITÉ JUSTIN TRUDEAU

Justin Trudeau a hérité d'une immense fortune. Et je ne parle pas de sa richesse personnelle.

En 2015, le gouvernement conservateur précédent lui a légué un budget équilibré, une économie en croissance et une classe moyenne avec la plus forte augmentation du revenu médian en 40 ans.

Le plus récent gouvernement conservateur a dirigé le Canada pendant la récession mondiale. Le Canada a conservé la dette et les déficits les plus bas et la croissance la plus forte de tous les pays du G7. Nous en sommes sortis avec un million de nouveaux emplois et la meilleure croissance du revenu moyen, avant ou depuis.

Nous avons eu ce bilan malgré la pire crise financière mondiale depuis la Grande Dépression, la chute des prix du pétrole et une crise sans précédent sur le marché immobilier aux États-Unis.

Il a hérité de trois projets de pipeline majeurs, avec des économies florissantes aux États-Unis et au palier mondial, et la reprise des prix du pétrole. Ce sont des choses que Trudeau ne vous dira jamais parce qu'il les a détruites.

Il a emprunté des milliards de dollars soi-disant pour faire des investissements historiques dans l'infrastructure, mais ce n'est jamais arrivé.

Il manque un quart des fonds qui devaient servir à créer des emplois. L'année dernière, le directeur parlementaire du budget a indiqué que le plan d'infrastructure du gouvernement n'existe même pas. Il avait promis des déficits pour construire une infrastructure.

Nous avons les déficits, mais pas l'infrastructure.

Cela met l'incompétence à un tout autre niveau.

POURQUOI LES DÉFICITS SONT IMPORTANTS

D'ici la fin de l'année, la dette nationale aura augmenté de 71 milliards de dollars avec bien peu de résultats pour le justifier.

La part de chaque famille canadienne de ce record colossal s'élève à plus de 50 000 \$.

Le coût des intérêts de cette dette augmentera de 40 %, à 34 milliards de dollars, en quelques années seulement, ce qui est pratiquement le montant que le gouvernement fédéral dépense pour le système de santé.



Le Canada doit être un endroit où aucune ambition n'est trop grande, où aucun rêve n'est inaccessible et où aucun gouvernement n'empêche les gens qui travaillent fort d'améliorer leur quotidien.



Maintenant, avec tout le respect que je dois à nombre des personnes ici présentes, dont les commanditaires, les banquiers et les créanciers obligataires, ça peut être vu comme des intérêts,

mais ce sont en réalité des coupes budgétaires, des coupes de 34 milliards de dollars.

La prochaine fois que les libéraux tenteront de vous faire peur avec les supposées compressions des dépenses des conservateurs — et je peux vous dire que ça arrivera — rappelez-leur la voie sur laquelle ils nous ont mis.

Des déficits constants, sans équilibre en vue, ne peuvent signifier qu'une ou deux choses : de futures hausses d'impôt, ou de futures compressions des dépenses.

Le gouvernement conservateur précédent avait éliminé le déficit et remboursé la dette en période faste pour amortir la prochaine récession. Justin Trudeau fait exactement le contraire.

Quand ça va bien, il dépense.
Quand ça va mal, il dépense aussi.

Vous souvenez-vous des élections de 2015, quand Trudeau nous a regardés dans les yeux et a dit qu'il équilibrerait le budget en 2019 ? Eh bien, nous sommes en 2019 et, surprise, le budget ne s'est pas équilibré de lui-même.

Ses déficits soi-disant petits et temporaires sont devenus colossaux et constants.

Sous Trudeau, il n'y a pas d'équilibre en vue.

Sur ce point, il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles.

La mauvaise est qu'avec quatre autres années de ses dépenses incontrôlées, nous serons en crise économique avec une dette et des déficits qui nous obligeront à augmenter massivement les impôts, ou à couper dans les services essentiels, ou une terrible combinaison des deux.

La bonne nouvelle est que nous avons la possibilité de changer de cap.

Contrairement à l'Ontario, où les mentors idéologiques de Trudeau, Kathleen Wynne et Dalton McGuinty, ont eu plus d'une décennie pour doubler la dette, les Canadiens peuvent limiter les dégâts en choisissant un gouvernement conservateur en octobre.

J'ai commencé ce discours en parlant de Peter Munk et des possibilités qui rendent le Canada unique.

L'une des raisons pour lesquelles son histoire m'inspire tant est qu'elle ressemble un peu à ma propre expérience et à la seule réelle façon éprouvée de créer une prospérité pour tous.

MON HISTOIRE

J'ai grandi dans une famille modeste dans une petite maison du sud d'Ottawa.

Mes parents avaient souvent de la difficulté à joindre les deux bouts pour mes deux sœurs et moi. Je me souviens combien ils étaient stressés quand les taux d'intérêt augmentaient, ou quand une évaluation foncière spéciale arrivait par la poste, ou quand il y avait un dégât d'eau et qu'il fallait appeler le plombier.

Je me souviens des concessions qu'ils ont dû faire pour assurer que nous n'augmentions pas nos dettes. Mes parents n'avaient pas beaucoup d'argent, mais ils avaient beaucoup de bon sens. Ils m'ont appris qu'il fallait choisir. Je pouvais aller dans un camp de football ou de baseball, mais pas les deux.

J'ai choisi le baseball et maintenant je suis en politique. J'ai peut-être fait le mauvais choix finalement.

Mes parents vivaient selon leurs moyens et grâce à cela j'ai pu réaliser mes rêves.

Je parle de la discipline et du sacrifice de mes parents, à qui je suis reconnaissant aujourd'hui, mais c'est aussi un témoignage du

potentiel humain sans pareil sur le libre marché.

Après mes études secondaires, j'ai été serveur dans un petit restaurant familial tenu par un couple qui investissait tout ce qu'il avait dans son entreprise.

Parce qu'ils ont pris un risque, d'abord comme entrepreneurs et ensuite avec moi comme employé, j'ai pu aller à l'université.

Après l'université, j'ai vendu des assurances pour une petite entreprise à Regina. Les propriétaires étaient un couple marié qui avait vendu sa ferme familiale pour acheter cette compagnie d'assurances.

Je n'avais aucune expérience, aucune formation. Ils m'ont donné une chance, ils m'ont formé, et tout le monde y a trouvé son compte. Ils ont engagé un employé et leur entreprise a grandi. Moi, j'ai pu entrer sur le marché du travail. Tout ça sans programme gouvernemental.

Cette histoire démontre qu'une économie de marché dynamique, où des entreprises sont créées, investissent et embauchent n'est pas qu'une question de profits et de prix d'actions, et de part de marché. C'est beaucoup plus que ça.

Une économie de libre marché dynamique est une institution sociale qui tire profit de la créativité et de l'ingéniosité des gens, pour le bien de tous.

Son but le plus important est les possibilités et la prospérité.

Il n'y a pas assez d'argent dans tous les coffres du gouvernement à Ottawa pour imiter ce que font tous les jours les entrepreneurs et les preneurs de risques.

Je veux que tous les Canadiens et Canadiennes, de tous les milieux, de toutes les régions et de toutes les origines puissent grimper

dans l'échelle économique, comme j'ai eu la chance de le faire.

Pour y arriver, nous devons avoir des bases solides. Nous devons avoir des taxes et des impôts bas, des règlements prévisibles, des finances publiques solides et des investissements intelligents dans des domaines comme la recherche fondamentale et l'infrastructure.

CONSERVATEURS VS LIBÉRAUX

On me demande souvent quelle est la principale différence entre les conservateurs et les libéraux en ce qui a trait à l'économie.

C'est une question importante pour moi, et quand je me suis préparé à prononcer ce discours, je voulais vraiment y répondre de mon mieux. Comme vous pouvez l'imaginer, j'ai consulté beaucoup des livres que vous devez très bien connaître, jusqu'à Adam Smith et toute la réflexion intellectuelle qu'il faut pour répondre à cette question, sopesant soigneusement toutes les nuances intellectuelles de la théorie économique conservatrice et libérale.

Je me suis dit que je ferais mieux de gagner du temps et de ne pas entrer dans tous ces détails, parce que j'arrivais toujours essentiellement au même point.

Les libéraux croient au gouvernement. Les conservateurs croient aux gens.

C'est aussi simple que ça.

La lacune fondamentale de la pensée économique des libéraux est qu'ils pensent qu'ils peuvent dépenser votre argent mieux que vous, que le gouvernement est toujours la réponse et que le gouvernement crée la richesse. C'est pourquoi les libéraux vous taxent à la pompe et donnent ensuite cet argent à une entreprise de milliards de dollars pour qu'elle achète des réfrigérateurs.

C'est pourquoi les libéraux ont annulé le crédit d'impôt pour

le transport en commun, mais donnent au gouvernement chinois 250 millions de dollars pour construire des routes et des ponts. C'est pourquoi nombre de grosses sociétés semblent avoir le numéro du Cabinet du premier ministre enregistré sur leur téléphone.

Pendant ce temps, les propriétaires de petites entreprises et les entrepreneurs qui prennent des risques sont taxés à mort et sont traités de fraudeurs fiscaux par leur propre gouvernement.

Les libéraux pensent qu'ils sont plus brillants que vous.

Je rejette cette notion.

Un dollar entre les mains de la personne qui l'a gagné est toujours mieux dépensé qu'un dollar entre les mains d'un politicien qui l'a taxé. Voilà ce que je crois. Et c'est comme ça que je gouvernerai ce pays.



Les libéraux croient au gouvernement. Les conservateurs croient aux gens.



UN PAYS DE « OUI »

L'une des pires accusations de l'héritage économique de Trudeau est la façon dont nous sommes divisés entre les provinces en raison de ses politiques.

Au lieu d'unir et d'aider tous les Canadiens et Canadiennes à bénéficier de la prospérité et des ressources naturelles de notre pays, Trudeau sème la division.

Il y a deux ans, lors d'une assemblée publique, il a dit, je cite : « Nous ne pouvons pas fermer les sables

bitumineux demain. Nous devons les éliminer progressivement. »

Cette industrie met à manger sur la table de centaines de milliers de familles canadiennes, génère une croissance et une richesse sans pareilles partout au pays, et met des milliards de dollars dans les coffres du gouvernement pour les programmes et les services.

Lui, il veut s'en débarrasser.

Pour y arriver, il lance une attaque législative. Il a présenté une série de nouveaux projets de loi qui, s'ils sont adoptés, sonneront le glas d'une industrie canadienne vitale.

Ensemble, ces mesures législatives visent à laisser les ressources pétrolières et gazières dans le sol, avec toute la richesse et les possibilités qu'elles représentent. Mesdames et Messieurs, sous Justin Trudeau, le Canada devient un pays de « non ».

Nous avons ce dont la plupart des pays ne peuvent que rêver : un marché du travail florissant, une technologie propre de calibre mondial, et une abondance d'une ressource dont le monde a besoin. Sous Trudeau, nous la détruisons.

Nous avons le billet de loto gagnant, mais il veut le déchirer.

Le Canada devrait être un pays de « oui ».

Oui à l'exploration plus responsable des ressources naturelles.

Oui à la construction de pipelines.

Oui aux investissements dans la technologie.

Oui aux nouveaux projets d'infrastructure qui réduisent le temps passé sur les routes et qui stimulent notre économie.

Oui à un pays où de grandes choses sont possibles et où chaque Canadienne et Canadien — que ce soit ici à Toronto, ou à Québec, ou

à Saint-Jean — peut bénéficier des ressources naturelles et humaines qui nous appartiennent.

C'est pourquoi j'ai annoncé l'année dernière un plan en six points pour réaliser ce type de projets.

Premièrement, j'annulerai la taxe sur le carbone qui, comme cela a été prouvé, impose un lourd fardeau aux particuliers et aux familles. 92 % du coût de la taxe sur le carbone sera supporté par les particuliers et les familles, et seulement 8 % par les plus gros émetteurs du pays.

La taxe sur le carbone n'est pas un plan environnemental, c'est un plan fiscal, purement et simplement.

Deuxièmement, j'abolirai le projet de loi C-69, le projet de loi anti-pipeline.

Troisièmement, je mettrai un terme à l'interdiction de navigation en Colombie-Britannique.

Quatrièmement, j'établirai des délais précis pour les approbations réglementaires pour assurer que les échéances ne bougent pas sans arrêt. Et j'assurerai que nous consultons les Autochtones de façon opportune et appropriée.

Cinquièmement, en ce qui a trait à ce processus d'approbation, j'assurerai que les décisions prises respectent le point de vue des Canadiens et des Canadiennes en empêchant les groupes d'intérêts financés par l'étranger de bloquer d'importants projets dans le secteur énergétique.

Et sixièmement, j'affirmerai les compétences fédérales quand c'est nécessaire.

C'est aussi pourquoi je viserai un septième point : un droit de passage dédié, partout au pays, aux projets d'infrastructure énergétique.

Au lieu d'obliger l'industrie à proposer des itinéraires complexes

pour chaque nouvelle ligne de transmission et projet de pipeline, nous aurions un seul corridor — pleinement planifié et en consultation avec les provinces et les Canadiens autochtones qui profiteront de la prospérité créée.

Avec un seul corridor, nous pourrions minimiser l'impact environnemental, réduire le coût des évaluations environnementales, améliorer la certitude pour les investisseurs et, point le plus important, réaliser ces projets importants.

Bien entendu, tout cela sera fait conformément à mon objectif de faire notre part dans la lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions mondiales.

UNE INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE D'ICI 2030

On ne peut pas prétendre que le monde n'a plus besoin de pétrole et de gaz comme certains veulent le faire.

C'est tout simplement faux.

Même les estimations les plus conservatrices ne prévoient pas que la demande de pétrole et de gaz atteigne un sommet avant 2030. L'OPEP prévoit même une forte hausse de la demande après 2040. Nous devons donc faire un choix. Justin Trudeau a fait le sien. Il préfère que des pays comme l'Iran, le Venezuela et l'Arabie saoudite répondent à cette demande. Ainsi, il encourage des régimes qui violent les droits de la personne et ne font pratiquement rien pour protéger l'environnement.

Il préfère que les États-Unis combtent la lacune sur le marché nord-américain et céder à notre plus gros rival économique les investissements et les emplois qui nous reviennent.

Je ferais un choix différent.

Le monde va mal quand de dangereux régimes peuvent faire rouler leur économie parce que le

Canada n'est pas sur le marché.

Et le Canada va mal quand il laisse ses concurrents prendre sa place. Le Canada a plus qu'assez de pétrole, non seulement pour remplacer les importations des États voyous, mais pour mettre fin aux importations de pétrole étranger une bonne fois pour toutes.

Ça fait partie de ma vision : un Canada alimenté exclusivement par les Canadiens et les Canadiennes d'ici 2030.

Un Canada indépendant sur le plan énergétique fonctionnerait à plein régime dans l'ensemble des secteurs et des régions.

Si les États-Unis peuvent le faire, nous pouvons le faire.

Mesdames et Messieurs, je suis optimiste.

L'une des choses que j'entends de la plupart des gens qui aiment me dire comment faire mon travail est que je souris trop. Et c'est vrai. Je souris beaucoup.

Il est difficile de ne pas sourire puisque je crois que les meilleurs jours du Canada sont devant nous et que le Canada doit être un endroit où aucune ambition n'est trop grande, et où aucun rêve n'est hors de portée.

Le Canada est un pays où un garçon qui a grandi dans une petite maison, dans une famille qui n'avait pas d'auto, dont les grands-parents vivaient dans une maison de deux chambres avec neuf enfants quand le chemin Cawthra était en terre battue, peut être ici aujourd'hui et vouloir être le prochain premier ministre du Canada.

Le Canada est cet endroit pour moi. Je veux qu'il soit cet endroit pour tout le monde.

Cependant, pour y arriver, il faut une nouvelle approche. Permettez-moi de vous parler de la mienne.

VIVRE SELON NOS MOYENS

Premièrement, comme premier ministre, j'aurai un gouvernement qui vit selon ses moyens.

Si l'un de mes ministres me présente un projet ou une proposition, je ne le considérerai même pas tant qu'il ne me dira pas d'où viendra l'argent pour le financer.

Sous mon leadership, toute nouvelle dépense non budgétée devra être payée par des économies au sein du gouvernement.

En d'autres termes, si vous décidez de prendre des vacances en famille, la réparation de votre toit devra attendre.

On ne peut pas faire les deux. Le portefeuille des contribuables n'est pas inépuisable. Le budget du gouvernement ne l'est donc pas !

Cette approche ne touchera pas l'Allocation canadienne pour enfants, les prestations aux aînés ou les transferts aux provinces. Ces mesures sont déjà chiffrées à long terme et je m'engage à les maintenir.

Parlant de l'Allocation canadienne pour enfants, j'ai ri quand j'ai vu la façon dont les libéraux l'ont présentée.

Quand les conservateurs ont proposé de soutenir les parents directement, les libéraux ont dit que les parents gaspilleraient l'argent « pour de la bière et du popcorn ». Ils avaient tort.

Sous le gouvernement conservateur précédent, la pauvreté infantile a diminué de 8,5 %, un record.

Donc, non seulement ils ont adopté le principe de soutenir les parents directement, mais ils tentent de s'en accorder le mérite.

Je les remercie d'adopter notre point de vue.

Comme premier ministre, j'assurerai que les parents ne paient pas d'impôt sur l'Allocation canadienne pour enfants.

Ma nouvelle politique serait complètement différente de l'approche de Trudeau ces quatre dernières années en ce qui a trait aux nouvelles dépenses. Par exemple, dans ce budget seulement, son gouvernement a ajouté 23 milliards de dollars en nouvelles dépenses non chiffrées alors qu'il n'a pas un sou d'économies pour les payer. Il refile la facture aux Canadiens.



Un dollar entre les mains de la personne qui l'a gagné est toujours mieux dépensé qu'un dollar entre les mains d'un politicien qui l'a taxé.



Si la loi l'avait obligé à trouver cet argent en faisant des économies, il aurait dû annuler des dépenses inutiles, ou limiter sa liste de souhaits coûteux.

Ainsi, le message aux politiciens et aux hauts bureaucrates sera simple : si vous voulez faire de nouvelles dépenses, trouvez d'abord l'argent.

Les familles vivent selon leurs moyens. Le gouvernement devrait faire la même chose.

Comme disait mon père, la vie est une question de choix. On ne peut

pas tout avoir, mais si on est futé, on peut très bien s'en sortir.

Je ralentirai aussi la croissance des dépenses.

Trudeau a augmenté les dépenses de 21 %, une hausse historique. S'il avait dépensé à seulement la moitié de ce rythme — ce qui aurait été quand même bon — le déficit aujourd'hui serait de 3 à 4 milliards de dollars, et l'équilibre budgétaire serait encore possible à court terme.

En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de réduire drastiquement les dépenses pour équilibrer le budget. Il suffit d'avoir une approche responsable et mesurée de la croissance des dépenses. Et c'est ce que je ferai.

Il y a cependant des choses dont je me débarrasserai pour nous aider à vivre selon nos moyens.

Les 256 millions de dollars des contribuables canadiens qui se trouvent actuellement à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures reviendront au Canada.

La Chine n'en a pas besoin. Il est à l'encontre de nos intérêts nationaux de les laisser là. Et les Canadiens peuvent les utiliser.

De façon similaire, la Banque canadienne de l'infrastructure sera chose du passé.

En plus d'être un cauchemar administratif qui coûte une fortune, la Banque canadienne de l'infrastructure est un fiasco de 35 milliards de dollars en attente. Les contribuables prennent tous les risques alors que les gros investisseurs gagnent tous les profits.

Je stopperai les subventions de Trudeau aux entreprises de milliards de dollars.

Regardez ce qu'ont fait les libéraux en Ontario qui vivaient bien au-

dessus de leurs moyens pendant 15 ans. Regardez le gâchis que les Ontariens doivent maintenant réparer.

Nous pouvons éviter ça sur la scène nationale, mais seulement si nous commençons à vivre selon nos moyens maintenant.

LAISSER PLUS D'ARGENT DANS VOS POCHEs

Deuxièmement, comme premier ministre, je laisserai plus d'argent dans vos poches.

J'ai déjà annoncé que j'abolirai la taxe sur le carbone.

J'éliminerai aussi la TPS des factures de chauffage résidentiel et des coûts de l'énergie résidentielle. Se chauffer quand il fait -20°C n'est pas comme s'acheter une nouvelle montre. C'est une nécessité, pas un luxe. Comme premier ministre, je le traiterai comme une nécessité.

J'éliminerai aussi l'impôt sur les prestations parentales.

J'ai parlé avec une mère en Ontario qui m'a dit que Service Canada a retenu 10 % de ses prestations de maternité et parentales, et qu'elle a quand même dû payer 1 800 \$ quand elle a fait sa déclaration de revenus.

Elle a dû payer en plus de tout l'argent retenu.

Pour quoi aurait-elle pu dépenser cet argent? Elle aurait pu acheter un nouveau siège d'auto ou un nouvel habit de neige pour son bébé. Au lieu de cela, cet argent a été au gouvernement.

C'est le genre de mesures d'économie d'argent que les Canadiennes et les Canadiens attendent s'ils élisent un gouvernement conservateur cet automne.

J'en ai assez de les voir lutter pour vivre selon leurs moyens parce qu'ils paient des impôts à un gouvernement qui ne veut pas vivre selon les siens.

Ce n'est tout simplement pas juste.

VOUS LAISSER AMÉLIORER VOTRE QUOTIDIEN

Et troisièmement, comme premier ministre, je vous laisserai améliorer votre quotidien.

Je mettrai le Canada en position de force.

Je rechercherai et gagnerai les investissements internationaux essentiels pour qu'il y ait plus d'emplois pour les Canadiens et les Canadiennes.

Je faciliterai le démarrage d'entreprises en réduisant la paperasse et les coûts.

Je trouverai de nouveaux clients pour les produits canadiens, rétablirai les relations avec des partenaires clés et créerai un accélérateur de l'AECG pour assurer que le Canada bénéficie de façon optimale de notre accord commercial existant avec l'Europe.

Quant au logement, je reverrai le test de résistance hypothécaire que les libéraux ont créé il y a quelques années, qui rend le rêve de la propriété inaccessible pour de nombreux Canadiens et Canadiennes, pour que plus de gens soient libres de rechercher les meilleurs taux.

On ne peut pas seulement parler de solutions en fonction de la demande. Il faut trouver de nouvelles façons d'augmenter l'offre sur le marché.

Je travaillerai donc avec les provinces et les municipalités pour abolir les obstacles réglementaires qui découragent les nouvelles constructions, pour qu'il y ait plus d'habitations sur le marché, à un prix moins élevé.

Je défendrai aussi le libre marché, où les gens s'en sortent parce qu'ils ont le meilleur produit, pas le meilleur lobbyiste, et où les entrepreneurs s'efforcent de plaire aux clients, pas aux politiciens. Je chercherai, dans la mesure du possible, à libérer l'immense pouvoir d'une concurrence libre et ouverte. Bien que le gouvernement puisse essayer, et échoue habituellement, il est tout simplement impossible de remplacer le pouvoir du secteur privé.

Bref, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mettre le gouvernement hors de votre chemin pour que vous puissiez bâtir la vie que vous souhaitez.

Mesdames et Messieurs, merci pour votre attention cet après-midi.

J'espère que je vous ai montré aujourd'hui combien l'économie de Trudeau ne fonctionne pas pour les simples citoyens.

Elle fonctionne seulement pour les amis de longue date du Parti libéral, bien connectés et bien nantis.

Ce pays ne devrait pas être celui de ceux qui sont déjà dans une bonne situation.

Je veux être premier ministre pour les gens qui ont juste besoin de souffler.

Les gens qui font tout comme il faut : vont à l'université, trouvent un bon emploi, travaillent fort, paient leurs factures à temps, mais qui n'arrivent toujours pas à améliorer leur quotidien.

Les gens dont les espoirs et les rêves sont de plus en plus inaccessibles.

Les parents qui s'assoient à la table de la cuisine — comme les miens l'ont souvent fait — pour trouver comment tenir jusqu'à la fin du mois.

Ces gens savent ce que Justin Trudeau ignore.

Les budgets ne s'équilibrent pas d'eux-mêmes.

On ne peut pas toujours emprunter pour se sortir de la dette.
Et on ne peut pas dépenser de l'argent que l'on n'a pas.

Ces gens ne peuvent pas se permettre quatre autres années de Trudeau et de ses déficits sans fin, de sa dette toujours croissante et de ses paiements d'intérêt faramineux.

Ils méritent un nouveau gouvernement.

Un gouvernement qui sait qu'il est déjà assez difficile de s'en sortir dans la vie, sans que le gouvernement complique les choses.

Un gouvernement qui voit ses citoyens comme des moteurs de prospérité, pas des sources de revenu.

Un gouvernement qui comprend que l'équilibre budgétaire est le meilleur moyen de préserver les programmes et les services dont les Canadiens et les Canadiennes ont le plus besoin.

Et un pays où les taxes et les impôts sont bas, où le gouvernement est limité et où le potentiel est illimité.
C'est Ma vision pour le Canada, Mesdames et Messieurs.

Merci de m'avoir permis de la partager avec vous aujourd'hui. 🍁

